

• "On est en train de tout perdre": Laurent, gérant d'un restaurant, est inquiet à cause des nouvelles restrictions

Gautier Falque et Alain Hougardy, publié le 28 juillet 2020 à 19h32

Coronavirus: la réduction de la "bulle sociale" va impacter l'Horeca



[CORONAVIRUS](#)

Avec la réduction de la bulle sociale, de nombreux clients annulent leurs réservations dans les cafés et restaurants. Le secteur Horeca craint une diminution de la fréquentation alors que le secteur est déjà durement touché.

Depuis hier soir dans le restaurant de Laurent, le téléphone ne cesse de sonner pour des annulations. *"Je crois que la Première ministre n'avait pas fini sa conférence que j'avais déjà des mails et des coups de fil pour des tables qui ne sont plus dans la réglementation ou qui sont trop grandes, soit simplement des gens qui ont peur"*, confie-t-il.

Laurent est également traiteur et là, il n'a carrément plus de travail. *"On est en train de perdre toute la partie traiteur. Les 'chef à domicile' ou les moindres petits événements, on est en train de tout perdre.*

On avait des événements de 15 à 25 personnes vu qu'on pouvait monter jusqu'à 50... On est en train de tout perdre et c'est réellement catastrophique", ajoute-t-il.

Dans le secteur, on ne s'attend pas à une amélioration dans les prochaines semaines. Un coup dur pour ces établissements déjà durement touchés pendant le confinement.

"C'est clairement une catastrophe parce que les banques ne nous aident absolument pas. On n'a pas de fonds. On a investi dans le restaurant donc c'est une catastrophe. A se demander si on va s'en sortir", conclut Laurent.

"On savait déjà que c'était très compliqué puisque 70% d'entre eux nous avaient dit au mois de juin qu'ils feraient appel au droit passerelle pour le mois de juillet et pour le mois d'août. On a quand même 30% des clients UCM qui craignent une faillite dans les mois à venir", indique Clarisse Ramakers, la directrice du service d'étude à l'UCM.

L'Union des classes moyennes (UCM) demande donc de nouvelles aides des autorités fédérales et régionales pour soutenir ces établissements en difficulté.